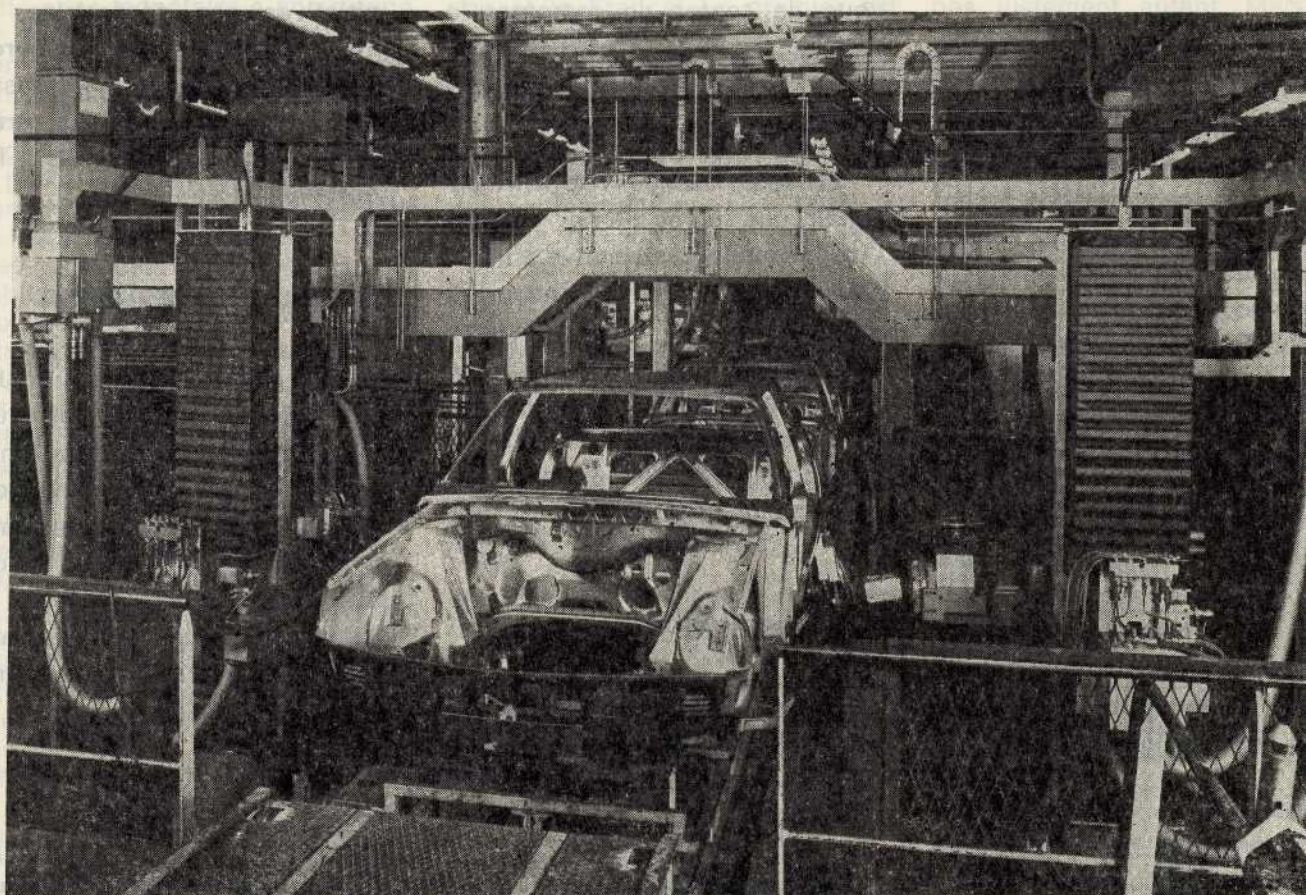


LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SUR L'ECONOMIE FONDE EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



(Photo Renault-Flins.)

FLINS : La ligne de soudure de la R18 est entièrement automatisée... et la chaîne automatique n'achète pas de R18.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

■ ACTUALITE :

- Rien ne va plus par M.-L. Duboin p. 3
 Les endormeurs par M. Dubois p. 4
 Quelle pauvreté d'imagination ! par A. Delaude p. 6
 Au fil des jours par J.-P. Mon p. 7
 Automatisation de la production p. 8

■ REFLEXIONS :

- L'argent, obsession des hommes par A. Chantraine p. 5
 C'est ça le progrès ! par G. Lafont p. 9

Tribune libre : pour une économie de chômage
 par D. Sens p. 10

■ LECTURES :

Lettre ouverte au « Point » par J. Leblan p. 13

■ INITIATIVES :

Lettre à un ministre, et sa réponse p. 11

■ BLOC-NOTES

p. 12

■ COURRIER DES LECTEURS

pp. 14 et 15

■ RESUME DE NOS THESES

p. 2

■ L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

p. 16

REDACTION et ADMINISTRATION :

88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

M 1669 - N° 804 - 5 F

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver

l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagna-

tion économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE PAGE 16)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relevé » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

RIEN NE VA PLUS !

par Marie-Louise DUBOIN

VINGT-CINQ pays sont au bord de la faillite. C'est ce qui ressort des statistiques de la Banque des Règlements Internationaux. Cette crise monétaire a commencé par la banqueroute du Mexique. Bien des pays d'Amérique latine, dont le Venezuela, le pays le plus riche de l'Amérique du Sud, au 6^e rang dans la production mondiale de pétrole, ont un endettement qui représente une part si importante de leurs ressources que les Banques créditrices, y compris les établissements bancaires occidentaux les plus puissants, se voient entraînés par leur déroute : d'après le journaliste J. Mornand (*), un des dirigeants de la Chase Manhattan Bank (l'une des plus grandes « maisons » de Wall Street) a reconnu que si, comme il est à craindre, « l'ensemble de l'Amérique Latine faisait défaut, cela entraînerait l'effondrement de toutes les banques américaines qui lui ont prêté plus de 60 milliards de dollars... » C'est la perspective de cet énorme krach mondial qui a amené le Premier Ministre Canadien à déclarer, avant l'ouverture à Toronto de la session annuelle du Fonds Monétaire International : « Jusqu'à présent, on redoutait seulement les effets de la crise. Maintenant, c'est la catastrophe qui risque de s'abattre sur nous. »

Bien entendu, le F.M.I. va faire le nécessaire, quelques jeux d'écritures, pour annuler les dettes irremboursables. Ceci s'est déjà fait, on s'en souvient, pour les dettes de guerre. Mais n'est-ce pas la preuve éclatante que l'argent, tel qu'on l'utilise depuis quelques siècles, a fait son temps ? qu'il a perdu le rôle d'organisateur des échanges économiques pour lequel il a été inventé ?

Vous en faut-il une autre preuve ? Comparez deux pays voisins dont l'histoire a montré une certaine similitude : la Grande-Bretagne et la France. Le premier est dirigé avec une poigne de fer par un gouvernement ultra-conservateur ; l'une des raisons avancées pour expliquer la crise qu'il traverse (et qui vient de se traduire par un record de chômage) est que sa monnaie est trop forte, la balance de son commerce extérieur est trop positive. Dans le second, nous avons un gouvernement de gauche, un chômage pas mal non plus, mais tout vient de ce que notre monnaie est trop faible et notre balance du commerce extérieur trop négative !

Alors ? On voit que la politique de nos politiciens ou de ceux de Mme Thatcher, achoppe sur cette même impossibilité de maintenir les relations économiques de notre temps sur les bases établies au temps de la marine à voile. Dans ces deux pays, aux politiques opposées, la même solution est cependant adoptée : on va partout se

sacrifier afin d'augmenter, parallèlement, nos compétitivités. Ce serait évidemment très malin... si seulement les autres n'en faisaient pas justement autant. Mais allez leur expliquer ! Et allez demander aux Japonais de nous attendre !

Bien sûr, nos économistes de gauche ont été formés dans le même moule que ceux qu'ils remplacent. Mais leurs aspirations humanitaires ne pourraient-elles pas leur ouvrir les yeux ? S'ils avaient, comme ils le prétendent, les yeux ouverts, ne verraient-ils pas qu'augmenter la compétitivité aboutit logiquement à remplacer des salariés par des automatismes, dès lors que le prix d'un robot ne cesse de baisser tandis que croissent les salaires ? On va donc encore augmenter nos possibilités de production sans pour autant distribuer parallèlement le pouvoir d'achat permettant de consommer. Et on s'étonnera que le moteur de l'économie soit grippé ?

Il en sera ainsi jusqu'au jour où on osera renoncer à notre façon de concevoir l'argent. Il faut que celui-ci ne soit plus qu'un **pouvoir d'accès** à la production et qu'il soit créé, sous forme de revenu social dû à tout être humain, proportionnellement à cette production.

La France socialiste se doit de prendre l'initiative en portant au compte de tous ses consommateurs en puissance (mais que le système des échanges marchands ignore, parce qu'ils ne sont pas « solvables ») un crédit en une monnaie interne qui leur donnerait accès aux productions du pays. Ceci n'empêcherait pas de conserver le franc tel qu'il est pour le marché international, mais permettrait de donner à la production et à la consommation internes l'organisation dont elles ont besoin pour s'équilibrer.

NOUVELLES LETTRES DE KOU L'AHURI

J'ai été très réconfortée par tous les encouragements que j'ai reçus en réponse au récit que je vous ai fait de mes démarches auprès des éditeurs pour publier mon livre sur l'économie distributive. Merci, bien sincèrement, à tous ceux qui m'ont assurée de leur soutien.

Mais je ne suis pas au bout de mes peines. Le nombre de souscriptions ne suffit pas à ces messieurs. Je cherche encore. Mais avec vous tous, nous y arriverons. Promis !

M.-L. D.

(*) dans le « Nouvel-Observateur », n° 931.

LES ENDORMENEURS

par Marcel DUBOIS

PENDANT plusieurs décades, nous n'avons pas ménagé nos critiques à l'encontre des divers gouvernements au pouvoir, dont certains, entre la libération et l'avènement de la IV^e République, furent déjà socialistes.

Que leur reprochions-nous, et notamment à ceux qui tinrent les rênes de 1958 au 10 mai 1981 ? Essentiellement de dépenser beaucoup d'intelligence et de sacrifier les vraies richesses pour tenter vainement de sauver un système économique devenu incompatible avec les fulgurants progrès scientifiques et techniques de notre siècle. Dans le désert, ou presque, nous avons crié notre conviction que les réformes indispensables n'avaient rien à voir ni avec un simple changement d'équipes, ni avec un style politique de gouvernement, les notions de droite ou de gauche étant devenues totalement périmées face au vrai problème : l'instauration d'une économie des Besoins dont Jacques DUBOIS avait conçu les principes et structures essentiels.

Depuis le 10 mai 1981, beaucoup de nos compatriotes ont cru au changement, ou aux miracles... Ils peuvent constater aujourd'hui que les maux économiques fort justement reprochés au Pouvoir antérieur sont toujours présents, sinon aggravés : chômage, inflation, austerité, c'est, avec une partition différente et des musiciens changés, l'éternelle ritournelle qui résonne à nos oreilles blasées, tandis que défilent les vieux remèdes trop connus et toujours aussi inefficaces.

KOU, LE REVOILA !

Kou l'ahuri, le livre de J. Dubois, vient d'être réimprimé à Perpignan. Il doit nous être livré avant la fin du mois de septembre. Son prix est de 60 F.

Est-ce à dire que l'existence d'un pouvoir socialiste tout puissant ne présente pour nous aucun intérêt ?

Une réponse sans nuances serait inexacte. Et s'il est bien vrai qu'aucun indice ne laisse supposer de la part du gouvernement la moindre intention de songer à l'Economie des Besoins, il n'est pas inutile de souligner les aspects négatifs et positifs de l'expérience actuelle.

Un espoir démobilisateur

Sous la coupe de dirigeants auxquels collait une étiquette conservatrice, tous les laissés pour compte de l'économie de marché savaient au moins à quoi s'en tenir. Persuadés d'être les victimes d'un

LE DÉCÈS DE RENÉ THUILLIER

Nous venons d'apprendre qu'alors que René Thuillier et son épouse se rendaient de Nice à Chamonix, en automobile, le 13 juillet, nos deux grands amis furent victimes d'un accident de la route. Madame Thuillier fut tuée sur le coup ; René Thuillier décédait à l'hôpital de Chamonix, quelques heures plus tard.

Les corps ont été transportés à Nice, lieu de leur domicile, et ensevelis dans le cimetière de cette ville, le 21 juillet.

Pendant toute sa vie, qui ne cessa jamais d'être active, René Thuillier a milité ardemment pour la diffusion des enseignements de Jacques Dubois. Il était particulièrement apprécié des chercheurs en matière archéologique et animait plusieurs organisations internationales.

Nous ne l'oublions pas.

Nous présentons à ses enfants et à toute sa famille nos condoléances attristées.

Maurice LAUDRAIN.

système dont ils constataient les incohérences, sans d'ailleurs en déterminer clairement les causes, ils étaient éveillés, prêts à combattre, et à accueillir favorablement toute tentative susceptible de sortir les économies modernes du marasme au sein duquel elles ne se débattaient depuis si longtemps que pour mieux s'y enfoncer.

Aujourd'hui, trois fois hélas, ce n'est plus le cas. Sous prétexte que des équipes « de gauche » sont à la télé du pays, beaucoup s'imaginent pouvoir attendre béatement la sortie du lapin magique du chapeau. N'ayant rien compris aux véritables causes, ils font à tort confiance à de faux remèdes. Et pendant ce temps, tout continue à s'aggraver. Une dramatique course de vitesse était déjà engagée entre l'instauration de l'économie des Besoins et la montée de périls apocalyptiques. Au moment où s'accroît la suicidaire fuite en avant des nations industrialisées, l'expérience actuelle constitue une pause démobilisatrice. Il devient donc plus important que jamais d'en dénoncer l'absurdité, notamment pour couper court aux réactions inévitables après la constatation de son échec. Car la tentative sera grande, alors, de faire à nouveau confiance à l'actuelle opposition, dont il n'y aura pourtant rigoureusement rien à attendre si elle n'inscrit pas l'économie des Besoins à son programme.

Un catalogue d'erreurs à ne pas commettre

En contrepartie, il est non moins important de bien observer le déroulement de l'expérience pour en tirer le maximum d'enseignements sur la conduite à suivre et les erreurs à éviter lorsque viendra le moment de mettre le nouveau système économique en application.

Incontestablement, pour réussir, il faudra non seulement le consen-

sus, mais l'adhésion enthousiaste de toutes les intelligences et capacités. A cet égard, l'intolérance, la lutte des classes, le laxisme, le nivellement par le bas, l'antiélitisme systématique, constituent de lamentables anachronismes et des erreurs monumentales, à supprimer dans les plus brefs délais.

L'économie des Besoins, disait Jacques Duboin, ne doit pas être la « prise au tas » ; elle ne doit pas non plus laisser les portes ouvertes à la criminalité et à la chienterie ; elle nécessitera beaucoup d'imagination, d'ordre et d'effort

pour produire le maximum de biens et services avec le minimum de travail humain, d'énergies rares, de matières premières non inépuisables, et de dégâts pour l'environnement. Elle s'accommoderait très mal de la triste mentalité d'assisté et de combinard, actuellement en plein essor. Vouloir le plus de bien-être et de confort possibles en laissant délibérément aux autres les initiatives créatrices et leurs inévitables sujétions serait le meilleur moyen de ruiner pour longtemps la crédibilité de nos thèses. Or, quelles que soient les lourdes respon-

sabilités de l'actuel système économique dans l'effondrement des valeurs morales, il faut bien en prendre acte et en tirer les conclusions logiques, étant entendu que même si nous réussissons à éliminer le grand corrupteur, il faudra plus d'une génération pour inverser en profondeur les mentalités dont nous assistons à l'épanouissement. Et c'est avec les hommes tels qu'ils sont, et non tels qu'ils devraient être, qu'il faudra réussir.

Attention à la transition

C'est pourquoi nous demandons à tous nos amis d'observer lucidement les répercussions de l'expérience dite socialiste sur l'évolution des mœurs, et d'en tirer les conclusions utiles.

Convaincre chacun qu'il aura beaucoup à gagner et rien d'essentiel à perdre à l'instauration de l'économie des Besoins constitue une tâche prioritaire. Etudier soigneusement dès maintenant les mesures de transition à prévoir pour les hommes d'aujourd'hui, et non pour ceux dont nous rêvons demain, en est une autre non moins urgente. Réforme monétaire et Revenu social seraient inopérants sans reconnaissance du vrai sens civique et de la tolérance la plus large. Il faudra reconstituer au plus vite dans l'ordre, l'unité du tissu social au sein duquel les hommes pourront enfin redevenir des ASSOCIÉS, responsables d'une des tâches les plus exaltantes de leur histoire.

EXODES.

...Dans les 20 ans à venir, les usines se videront de leurs ouvriers, et les bureaux de leurs employés... Comme les agriculteurs ont fui les campagnes. On retournera sans doute à « la terre » mais pour le loisir... ou pour fertiliser les déserts...

Peut-être finira-t-on sur d'autres planètes...

*

L'argent, obsession des hommes

Le monde est gouverné par l'Argent. Le système financier tient en mains tous les peuples.

Les professions libérales, les salariés, les appointés, les politiciens, les religions et les organisations de tous ordres sont sous la domination de l'argent.

L'ARGENT est déifié. La publicité se charge de conditionner la jeunesse de façon à ce que les cerveaux réagissent, depuis les bancs de la maternelle, au besoin d'argent, le reste n'est plus qu'un jeu pour entretenir jeunes et vieux dans l'ignorance et le mensonge.

Et pourtant ! l'argent est la chose la plus facile à fabriquer. Il naît par des simples jeux d'écritures. C'est de la prestidigitation financière.

Il ne manque jamais de l'argent dans les banques il en manque toujours pour les pauvres particuliers.

L'argent ne sert qu'à produire de l'intérêt, il retourne donc inévitablement dans les banques. Il est inflationniste.

C'est le frein puissant au développement d'une saine économie. Aucun régime n'est valable.

Tous les partis se valent sur le plan de la pensée fondamentale, leur leitmotiv de chaque instant étant l'argent et le profit. Il ne leur vient pas à l'idée que l'on peut construire une économie sans argent.

C'est pourquoi le plus grand travail de démystification consiste à lutter contre tous les tabous engendrés par le plus grand tabou à savoir l'ARGENT solidement incrusté dans le mental de l'homme. La plus grande insulte que l'on puisse faire à l'intelligence, c'est de faire croire à l'homme qu'il doit gagner de l'argent pour vivre.

Lorsque sera instaurée une économie distributive, basée sur une monnaie d'équilibre, il sera permis d'espérer que les hommes vivront enfin dans la liberté et la PAIX.

Mais avant d'en arriver là bien des générations devront encore se succéder, les hommes étant très lents à la réflexion.

« Tuer l'Argent est la condition primordiale d'une mise en ordre du monde actuel. Tout est à pied d'œuvre : hommes, dévouement, matière et outillage. Il suffit d'un souffle d'Amour terrassant l'Argent ».

(Le Corbusier)

Albert CHANTRAINE

QUELLE PAUVRETÉ D'IMAGINATION MONSIEUR BEREGOVY !!!

par Antoine DELAUDE

MINISTRE des Affaires Sociales et de la Solidarité, M. BEREGOVY a l'ambition de sortir la France de la crise économique. Noble ambition ! Malheureusement, ses réponses aux questions au journaliste du « Monde » Jean-Pierre Dumont* ainsi qu'aux propos recueillis par Franz-Olivier Giesbert et Claude-François Jullien dans l'hebdomadaire « Le Nouvel Observateur » consistent en un aménagement du « système économique » déjà en place.

Comme nous sommes déçus ! A part ses propositions d'une meilleure répartition des ressources de la Nation dans le domaine social, M. BEREGOVY se doute-t-il qu'il n'est pas prêt à résoudre les problèmes sociaux qu'il envisage parce que ces données (et il semble ou feint de l'oublier) sont étroitement liées aux structures en place ?

Voici quelques citations du Ministre à la fois contradictoires et positives et dont il faut le féliciter car c'est un langage nouveau chez un responsable socialiste :

« Produire plus et mieux, c'est le premier moyen de créer des emplois. Il en est un autre : la réduction du temps de travail... Faire travailler moins les hommes et plus les machines... ».

Bravo ! Mais « motus » pour les conséquences non négligeables de la relève des hommes par la « productive ».

Plus loin, M. BEREGOVY pense que « le financement de la Sécurité Sociale est à reconsidérer » puisque « basé sur les salaires ».

En constatant qu'avec l'évolution des techniques les grandes unités de production utilisent une main-d'œuvre de plus en plus réduite... Il serait temps d'en tenir compte et de demander aux services du Ministère et aux partenaires sociaux de

faire preuve d'imagination afin d'intégrer d'autres éléments que les salaires dans l'assiette des cotisations ».

Bravo encore ! Bien mieux, M. BEREGOVY a dit, à une réunion des partenaires sociaux « La machine doit payer »**, ce qui reviendrait à faire acquitter les cotisations non plus sur les salaires, mais sur l'équipement technologique des entreprises.

Horreur pour le Patronat et danger ! Comment en effet investir ou réinvestir dans les nouvelles machines ?

En constatant également que le seuil limite des prélèvements obligatoires atteint plus de 42 % du P.N.B., le Ministre préconise la recherche d'un équilibre entre impôts et cotisations sociales. Pertinemment, il s'étonne que l'Etat reprenne d'une main ce qu'il a donné de l'autre avec ces exemples : « L'Etat octroie des aides de toutes natures à l'industrie... et les entreprises se plaignent de la lourdeur des charges ».

Mais n'en est-il pas ainsi dans un système libéral qui fait du néolibéralisme ?

Qu'ont fait les socialistes depuis un an au Pouvoir ? Ils s'en étonnent aujourd'hui ?

Quelle que soit l'équipe au Pouvoir, depuis longtemps, les entreprises industrielles et agricoles, c'est-à-dire les créateurs d'emplois, sont subventionnées. Alors, nous sommes étonnés qu'un Ministre socialiste, aussi informé, n'envisage pas la socialisation non pas des producteurs, mais de la production dans son ensemble ?

Avec une planification adéquate pour l'orientation de cette production et une réforme monétaire qui échapperait au « dollar-roi » l'ins-

tauration d'une telle politique solutionnerait tous les problèmes auxquels se heurte M. BEREGOVY.

Sans doute, ce dernier peut faire illusion dans cet entretien où se font jour plus de justice sociale et de solidarité nationale. Mais il sait très bien, et il veut l'ignorer, qu'en économie, la production seule crée les richesses d'une Nation et que dans la conjoncture actuelle seuls les besoins solvables conditionnent la production. Il sait aussi que beaucoup d'entreprises, et non des moindres, ne fonctionnent pas à pleine capacité de leurs possibilités de production à cause des méventes.

Et ce ne sont pas les nationalisations actuelles où les entreprises ne fonctionnent qu'en « économie de marché », même si les banques nationalisées accordent un jour plus facilement des crédits à la production, qui résoudreont ces problèmes, puisque la production n'est orientée que pour satisfaire des besoins solvables.

Enfin, M. BEREGOVY s'étonne du versement d'allocations familiales sans tenir compte des conditions de ressources des familles et il envisage la maîtrise des dépenses de santé en tendant vers davantage de justice dans la distribution des revenus et des pouvoirs. A propos des comptes, il stipule qu'« il faut savoir ce dont la France dispose et comment le répartir ».

Quelle pauvreté d'imagination, M. BEREGOVY ! Vous recherchez un équilibre dans un budget national où la production s'amenuise alors que les bénéficiaires du social augmentent et où le rééquilibre n'est obtenu que par des dévaluations successives !!!

Vous recommencez les actions là où le cartel des Gauches et le Gouvernement du Front Populaire ont déjà échoué.

Aussi, Monsieur le Ministre, vous donnons-nous rendez-vous dans quelques mois ; peut-être alors prendrez-vous au sérieux les partisans de l'économie des Besoins que vous avez jusqu'ici méprisés lorsqu'ils tentaient de vous convaincre !!!

Tous les textes de la Grande Relève peuvent être reproduits, à condition d'en indiquer clairement la provenance.



Décidément rien ne nous aura été épargné pour cette rentrée : après Barre à Europe 1, on a eu droit à Giscard sur Antenne 2 ! Je dois vous avouer, cependant, que je n'ai ni entendu l'un, ni vu l'autre, car j'avais des choses bien plus importantes à faire (le Fil des Jours, par exemple). Je suis quand même scandalisé du culot de ces personnages démonétisés qui viennent donner des leçons au lieu de se faire oublier. Car, n'en doutez pas, la situation de notre pays serait bien pire si ces sinistres compères et leur clique étaient restés au pouvoir. Il suffit de voir ce qui se passe dans les pays industrialisés où sévit le libéralisme économique qui leur est cher : en Angleterre, le nombre des chômeurs vient de dépasser les 3 millions trois cent mille (un travailleur sur sept est au chômage), le nombre des faillites a augmenté de 30 % par rapport à l'an dernier ; aux États-Unis, le nombre des chômeurs avoisine les 12 millions et durant la semaine du 23 au 29 août, il y a eu plus de faillites d'entreprises que dans aucune semaine depuis la crise des années 30 (depuis le début de l'année 1982 le nombre des faillites a augmenté de 47 % par rapport à la même période de 1981) ; en Allemagne Fédérale, le nombre des chômeurs ne va pas tarder à dépasser deux millions et les faillites se multiplient (voir AEG Telefunken !)...

Vous voyez que, malgré tout, avec notre gouvernement socialiste, nous ne faisons pas pire que les autres.

Ce que nous pouvons reprocher à nos gouvernants, c'est de vouloir nous sortir de la crise par les

méthodes habituelles du capitalisme. Ça ne peut pas marcher. Mais que voulez-vous, les économistes qui conseillent nos ministres ont été formés sur les mêmes bancs que les économistes libéraux (certains ont même peut-être eu Barre comme prof. !) et ils sont incapables d'imaginer quelque chose de nouveau. Les malheureux, ils croient que l'économie est une science !

Mais pourquoi essaient-ils de nous cacher la vérité sur le chômage ? Toutes les enquêtes sérieuses montrent en effet que le chômage, tel que nous le connaissons, persistera très longtemps : selon un rapport publié dans la dernière semaine du mois d'août par le Fonds Monétaire International, le taux de chômage à la mi-82 avait progressé de 8 % dans l'ensemble des pays industrialisés. Le rapporteur ne voyait aucun indice de renversement de tendance pour les années à venir.

C'est pourquoi, la Commission Européenne veut présenter rapidement au Conseil des Ministres de la Communauté un nouveau programme anti-pauvreté car l'accroissement du chômage augmente considérablement le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Europe. Les défenseurs de ce programme insistent sur les risques que font courir aux démocraties la croissance de la pauvreté et du chômage.

Mais au fait, c'est peut-être là-dessus que compte le troisième compère, Chirac, pour prendre le pouvoir à la Hitler ?

Je ne résiste pas au plaisir de livrer à votre réflexion un petit problème monétaire très significatif : Comment expliquer qu'un pays en proie à la guerre civile, à feu et à sang depuis des années, qui ne possède presque aucune ressource naturelle et qui ne produit rien, le Liban, ait une monnaie très solide, mais que, par contre, un grand pays, exportateur de pétrole, disposant de ressources naturelles,

vivant en paix, le Mexique, soit, lui, en faillite ?

Réponse dans le prochain numéro pour ceux qui ne la connaissent pas.

Autre exemple d'incohérence, la rubrique « Economie » du « Monde » du 3-8-1982 : « Dépression persistante sur les matières premières » : cuivre, au plus bas depuis cinquante ans ; sucre, l'effondrement ; aluminium, une crise sans précédent ; cacao et café, surproduction générale...

Bref, tout baisse et c'est une catastrophe, mais, pourtant, tous les jours les économistes du « Monde » déplorent la hausse des prix.

Bien mieux, dans la même page de ce numéro du « Monde », l'éditorialiste écrivait : « En ce qui concerne les matières premières industrielles, notamment les métaux, la persistance de la crise dans les pays occidentaux pèse toujours sur les cours, et ceci, malgré l'apparition de conflits armés traditionnellement propres à déclencher une fièvre d'achats de précaution. Ni l'affaire des Malouines ni celle du Liban n'ont provoqué de tensions, pas plus que le rebondissement de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Vis-à-vis du cuivre et du plomb, métaux « guerriers », le canon ne fait plus recette, du moins à l'heure actuelle. »

Moi, j'ajouterai : « Eh bien, tant mieux ! »

Certains ont quand même une vue plus saine des choses : ainsi dans son livre « Vers une société du temps libre » (P.U.F.), Roger Sue écrit : « La crise, c'est d'abord la crise du travail. » En effet, l'automatisation et la crise énergétique se sont conjuguées pour porter le chômage à un niveau jamais atteint. « A terme, le travail contraint disparaîtra totalement grâce aux progrès technologiques et aux processus d'automatisation. Il faudra alors faire face au temps de la liberté retrouvée. Inventer une nouvelle forme d'organisation sociale qui permette l'expression des multiples libertés. »

Jean-Pierre MON.

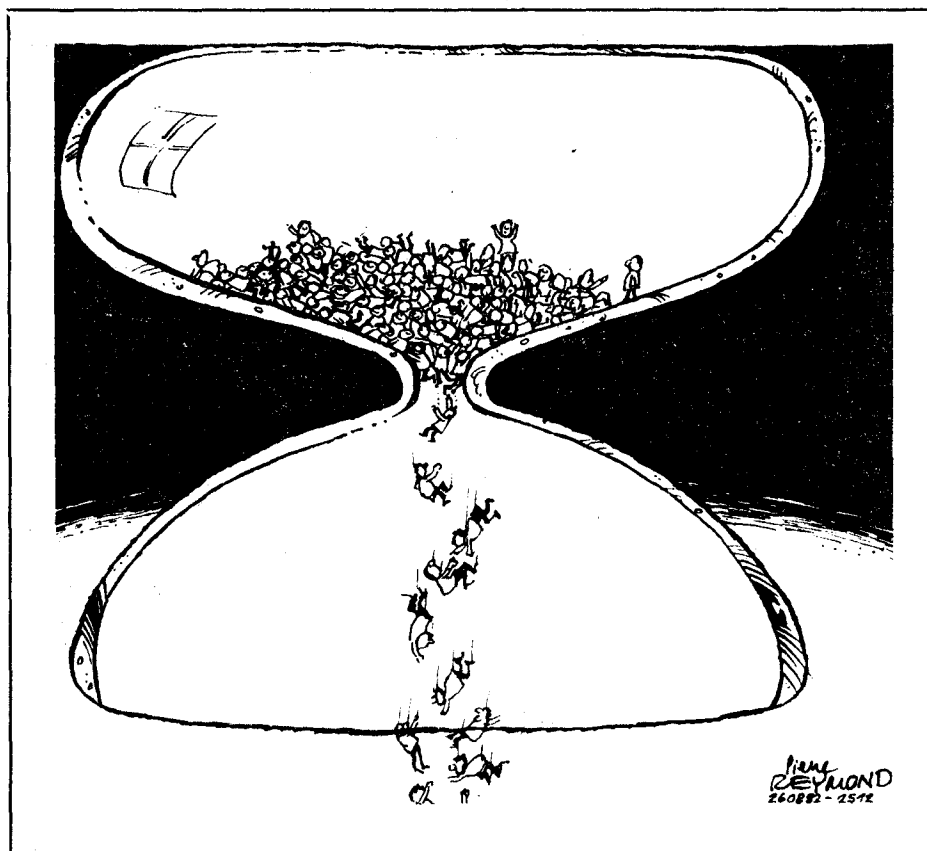
AUTOMATISATION DE LA PRODUCTION

Le premier congrès international sur l'automatisation de la production s'est tenu à Bordeaux du 24 au 26 août. Plus de 250 personnes, chefs d'entreprise, techniciens, ingénieurs et chercheurs universitaires ont participé à ce colloque ouvert par le nouveau président de l'agence de l'informatique, représentant J.-P. Chevènement.

Quelles conclusions en tireront-ils, après avoir, par exemple, entendu M. Yoshikawa, professeur à l'Université de Tokyo, leur décrire l'usine de fabrication de pompes hydrauliques qu'il a conçue et qui n'utilisera pas d'ouvriers mais seulement des robots ?

(Information :
« Sud-Ouest » du 20-8-82)

HORLOGERIE : TICS, SANS TACT...



**CHOMEURS... LE MONDE MARCHAND VOUS ELIMINE ?
REPUDIEZ-LE !**

DES ROBOTS, POUR TOUT...

Des robots-chiens d'aveugles, des robots-infirmiers, des robots à six pattes qui montent des escaliers ou se meuvent au fond des océans, des robots-conducteurs de voiture, des robots-garçons de café. Des mains, des bras, des jambes artificielles. A Tsukuba « ville du futur » située à 60 kilomètres de Tokyo, demain c'est déjà aujourd'hui.

(Information :
« Tribune de Genève » du 3-8-82)

...ET DONC DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Reproduit de « La Tribune de Genève » ce titre :

« Encore 800 travailleurs touchés par la crise horlogère. En une année, 11 000 emplois à plein temps ont été supprimés ».

Et ce dessin :

Ce même journal a publié le 26 août deux pages très édifiantes sous le titre « Une fabrique sans ouvrier » montrant comment Renault, Fiat et Volkswagen montent leurs voitures avec des « robocarriers ». Elles les mettent même aujourd'hui sur le marché car leur application dépasse maintenant le domaine de l'automobile et envahit toute l'industrie des métaux, dont celle des appareils ménagers...

(Envoi de D. BLOUD, Genève)

tarifs

ABONNEMENTS

| | |
|------------------------------------|----------|
| France | 50,00 F |
| Soutien (2 n ^{os}) | 90,00 F |
| Etranger | 60,00 FF |

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce nouveau tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ ». Aidez-la.

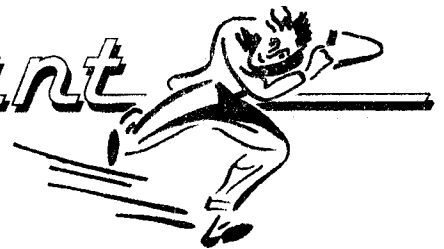
Règlements à l'ordre de La Grande Relève par chèque postal n° 13 402-39 M Paris, ou par chèque bancaire.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVÉ »

Charles CHILARD, 50 - Mme LEGRAND, 40 - Pierre GIBON, 73 - HEUSCHEN, 85,50 - Marcel COUTON, 100 - André HURET, 60 - Jean GUERIN, 30 - BUFFARD-MOREL, 50 - Marc ORIBELLI, 50 - Marie-France MERMOUD, 50 - Pierre GAUTIER, 100 - Victor CROS, 110 - Pierre et Marguerite BUGUET, 500 - Raymond DREYFUS, 10 - Thérèse COLLET, 20 - Abel MAUREL, 100 - Paul VILA, 10 - René SAUVAGGE, 100 - Michel DELAHAYE, 60 - Léo BARCONNIERE, 100 - Paul LAHENS, 200 - Yolonde RIVET, 18 - Charles COLLINET, 20 - Mme PLÉAU, 20 - Paul INGRAIN, 140 - Aimé BOSSE, 20 - Léon RAMBAUD, 40 - Alfred SCHNEIDER, 100 - Roger et Germaine DELCAIRE, 50 - Michel SOULAGES, 28 - Alain VERNAY, 50 - Clément KALMANOVITCH, 150 - Mme CARBONNEL, 150 - François ROBIN, 50 - Charles CHILARD, 40 - Emile BOUMAL, 10 - DEBEAUX, 50 - Yves VIGROUX, 10 - Raymond DOREAU, 140 - Jean TERRIER, 90 - Mme GAIDON, 100 - Rémy GOUZY, 150 - Samuel CHIF, 30.

TOTAL : 3 354,50 F. MERCI A TOUS.

soit dit en passant



C'est ça le progrès

par Gabriel LAFONT

L'HOMME, notre ancêtre de l'âge des cavernes, a inventé le lance-pierre, ce joujou de luxe qui, en l'élevant du rang d'homo erectus à la dignité d'homo sapiens, et le faisant au grand dépit des autres primates roi de la création, cet homme qui n'a pas laissé son nom à la postérité, a inventé aussi la brouette, le fil à couper le beurre, la bombe à neutrons, le veau aux hormones, et enfin le robot pour le faire travailler et produire à sa place.

Le robot, élève docile et pas contrariant s'est donc mis au boulot pour produire tout ce qu'on lui demandait de produire et même ce qu'on ne lui demandait pas, à commencer par des chômeurs lesquels ne consommaient rien. Et puis un jour, histoire d'épater le monde, le robot s'est mis à produire des machines qui produisent des robots. C'était hier et on attendait un miracle, c'est-à-dire la relance et le redressement.

Pour être épaté le monde était épaté. Les économistes distingués les premiers, et les fabricants de robots avec eux. On avait cru, avec les derniers progrès de la technologie, sortir le monde dit civilisé du marasme dans lequel il était plongé depuis le début du siècle. Or, le franc continuait de flotter et de mergiturer, les prix de monter et le chômage de croître. On n'en sortait pas. Au contraire on s'y enfonçait.

Un problème nouveau se posait aux économistes : qui c'est qui va consommer tout ce que fabriquent les machines qui produisent des robots ? Une nouvelle machine de plus en plus sophistiquée sortie du cerveau d'un technicien, laquelle machine consommerait du veau aux hormones, boirait du beaujolais, mangerait du camembert surgelé, fumerait des camels, se parfumerait au « troublez-moi » de Lanvin, dînerait à la Tour d'Argent, s'habillerait chez Cardin, roulerait sur une Honda, se ferait voir tous les ans à Megève, passerait ses

vacances à St-Tropez, placerait son excédent de fric dans les casinos de Monte-Carlo.

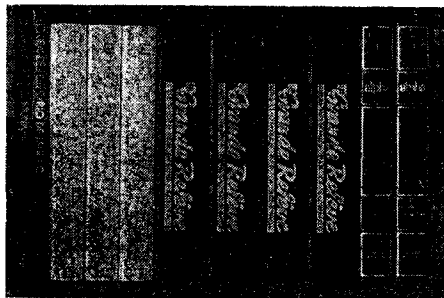
Un moment on avait cru le trouver, ce robot idéal. Mais il a fallu vite déchanter. Une expérience qui remonte à quelques années déjà a été tentée aux U.S.A. J'ai dû en parler à l'époque. J'y croyais aussi. Malheureusement elle n'a pas été concluante.

Un industriel du Texas, un précurseur dont j'ai oublié le nom, avait eu un jour l'idée que je considère comme géniale, de dresser des chimpanzés dans son entreprise en leur faisant exécuter les quelques gestes mécaniques que font les travailleurs à la chaîne. Tout allait pour le mieux malgré quelques bavures au début. Les singes dressés accomplissaient bien leur tâche à la satisfaction du patron, sinon des ouvriers menacés de licenciement, mais cette période d'euphorie, ou cet état de grâce, si vous préférez, ne dura qu'un temps. Le troisième jour les chim-

panzés ayant enfin compris que le travail fatigue — ce qu'un économiste a tant de mal à comprendre — ont laissé tomber leurs outils pour aller faire la sieste.

Domage. C'était peut-être la bonne solution. Si cette expérience avait été poursuivie, il est probable qu'elle eût donné des résultats globalement positifs, comme dit l'autre... Mais j'inclinerais plutôt à croire que dans cette histoire ubuesque les singes du Texas ont préféré saboter un plan voué d'avance à l'échec, comme toutes les tentatives de redressement définitif faites dans les pays modernement équipés pour résoudre les crises économiques. Et j'en tirerai pour ma part la conclusion que ce n'est pas l'homme qui descend du singe — ce serait plutôt le contraire — mais le singe qui, descendu de son cocotier natal pour venir travailler en usine, se révèle plus intelligent que son prétendu arrière-neveu.

RELIEZ POUR RELIRE



Chacune des reliures que nous avons fait réaliser spécialement pour « La Grande Relève » permet de grouper, sur un rayon de bibliothèque, les vingt-deux numéros publiés en deux années.

EMPLOI ET LOISIRS.

...Il faut organiser le « PLEIN EMPLOI » des machines et robots... et les « loisirs » des hommes.

C.C.

« QUAND IL N'EST PLUS NECESSAIRE DE PAYER UN TRAVAILLEUR POUR QU'IL PRODUISE, L'ETAT DOIT LE PAYER POUR QU'IL CONSOMME. »

J. DUBOIN

Plus qu'un moyen de rangement commode et agréable à regarder, ces reliures sont un excellent outil pour ceux qui veulent faire une propagande intelligente et documentée en citant des références.

Une récapitulation générale des sujets y est jointe. Destinée à faciliter les recherches, elle est classée par rubrique et établie par G. Steydlé pour 22 numéros à la fois. Celle des numéros 781 à 803 sera prête à la rentrée.

Pour toute commande, adresser le chèque correspondant au journal : le prix est 20 F par reliure, frais d'envoi compris.

A PROPOS DU « PLAN HUNEBELLE »

par Daniel SENS

Pour une économie de chômage

Il y a quelque 15 ans, parti à la recherche d'une solution efficace pour tous les problèmes sociaux, isolé à 10 000 km de l'Europe et sans contact depuis longtemps, avec l'évolution pratique des questions économiques dans les pays développés, j'ai rejoint les thèses de Jacques Duboin dont j'ignorais jusqu'au nom. Dix ans plus tard mes réflexions prirent la forme d'un livre, *La Société Amicaliste*, et ce dernier me mit en rapport avec l'Economie Distributive.

Depuis mes principes n'ont pas varié, mais comme beaucoup de mes amis, j'ai été amené à me demander pourquoi cette formule, connue depuis un demi-siècle, a été rejetée pratiquement à l'unanimité.

Par les capitalistes cela se comprend, mais pourquoi par les syndicats dont elle atteindrait les objectifs ? Pourquoi par les défavorisés de tous ordres, par les écrasés de la concurrence ? Pourquoi par les chômeurs, les allocataires sociaux, les retraités, qui sont déjà en économie distributive ? Pourquoi par l'Etat dont elle renforcerait la puissance ?

Sans doute recule-t-on devant les bouleversements qu'entraînerait une révolution économique de type distributif : effondrement des structures capitalistes, rupture avec le Marché Commun, désorganisation des circuits financiers et commerciaux, panique chez les particuliers raflant les stocks par crainte de pénurie, etc. Il n'est que de voir les réactions aux timides mesures de Mitterrand pour comprendre ce qui se produirait, et il n'est pas tellement surprenant qu'une telle aventure fasse peur. Pour rassurer on n'a aucun exemple à proposer.

Il me semble cependant qu'il serait possible de surmonter la plupart des difficultés, sinon toutes, en adoptant un double circuit monétaire : l'un à usage interne et l'autre réservé aux échanges exté-

rieurs sous la seule responsabilité de l'Etat. Ce dernier, par le truchement d'« Offices » divers, deviendrait seul acheteur et seul vendeur. Certes nous connaîtrions encore pas mal de convulsions, mais les avantages seraient tels que l'harmonie se rétablirait sans doute très vite... si seulement on le désirait.

Ceci nous amène à ce que je crois être la raison véritable de l'ostracisme dont est frappée l'Economie Distributive : en fait on n'en veut pas parce qu'elle implique l'idée d'égalité, pratique, effective, et que dans ce domaine nous préférons nous gargariser de mots, de théories laissant le champ libre à nos penchants individualistes égoïstes. En un mot comme en cent, l'égalité inscrite sur tous nos édifices publics ne l'est pas dans nos cœurs.

Le but des syndicats est d'assurer le triomphe des intérêts qu'ils représentent.

Le but des travailleurs indépendants est d'avoir une situation meilleure que celle des salariés.

Le but des fonctionnaires est de s'assurer une stabilité indépendante des fluctuations économiques.

Le but des capitalistes est d'augmenter leur capital, par tous les moyens.

Et le but de chacun est de s'assurer une position prépondérante sur son entourage, par la richesse, l'instruction, l'éducation, le rang social, l'intelligence, l'originalité ou n'importe quoi.

Alors, un nivellement de ce qui a toujours été perçu comme l'élément essentiel de toutes les prépondérances doit forcément être qualifié d'utopique.

Utopique est un mot bien commode pour dissimuler nos insuffisances, mais comment affirmer que « n'existe pas » (c'est la signification d'utopique) un état de choses englobant déjà près du tiers de la population majeure de notre pays ? Que sont les allocations

diverses : familiales, chômage, retraite, etc., sinon une forme de distributisme ? Pourquoi, alors, ne pas aménager « ce qui existe déjà » pour réaliser une expérience dont l'importance, non seulement nationale, mais mondiale, pourrait être déterminante pour l'avenir de la société tout entière ?

Sur la « Grande Relève » de janvier, j'ai lu avec un profond intérêt l'appel de Mme M.-L. Duboin aux chômeurs et, sur le même numéro, l'étude de André Hunebelle sur « L'Economie de Chômage ». Il y a là les bases d'une action susceptible d'un grand développement.

Six mois se sont écoulés, qu'est-il advenu du Plan Hunebelle et de la Commission Economique qu'il anime ? Des contacts ont-ils été pris avec le gouvernement ? Un plan est-il en préparation ou tout au moins à l'étude dans les administrations intéressées ? Si rien n'a encore démarré, comme je le crains, que peut-on faire pour accélérer la concrétisation du projet ?

Puis-je suggérer quelques mesures ?

1°) Constituer un Comité d'Etudes Economiques élargi avec des éléments qualifiés venant de tendances diverses, mais susceptibles de comprendre l'idée d'Economie distributive.

2°) Charger ce comité de recenser les groupements qui ont déjà réalisé quelque chose d'approchant ce que nous souhaitons entreprendre ; je pense aux associations de chômeurs, aux ouvriers autogestionnaires, etc. Prendre contact avec ces groupes, étudier leurs réalisations et leurs problèmes.

3°) Partant de ces réalisations, établir un plan pour que soient créés, au niveau communal, des centres de travail, autogérés, appliquant les principes distributifs. Les produits seraient distribués dans des magasins approvisionnés par l'ensemble des centres de production, ainsi que le prévoit le Plan Hunebelle.

4°) Au départ un encadrement technique serait assuré par l'Etat, relayé par la commune, le financement étant assuré par la caisse des allocations de chômage.

5°) Au secteur « chômeurs » s'ajouterait un secteur « retraités ». La retraite à 60 ans laisse disponibles des centaines de milliers de personnes parfaitement capables et souvent désireuses d'assurer une activité productrice, pas trop contraignante, mais néanmoins importante.

6°) Dans les communes rurales chômeurs et retraités pourraient créer des jardins et des élevages dont les produits alimenteraient les magasins coopératifs.

7°) Le plan, mis au point, devrait être présenté à des personnalités politiques influentes et il faudrait intéresser au moins un parlementaire pour que le dossier soit « suivi ». Le fait que l'Etat doit prévoir

30 milliards rien que pour renflouer les Assedics en 83 devrait être de nature à faire prendre au sérieux le plan Hunebelle à condition de le présenter sous une forme excluant tout « angelisme » ou tout bouleversement révolutionnaire. La révolution viendrait ultérieurement au travers du succès obtenu par l'aménagement du secteur « chômeurs et retraités ».

Une telle expérience, limitée à ce secteur des chômeurs et des retraités, n'interférerait pas avec nos engagements internationaux, mais ses répercussions internes seraient considérables : d'abord elle résorberait assez rapidement le chômage, puis, par le poids d'un secteur de gratuité, elle apporterait une masse de biens de con-

sommation sans augmenter la masse monétaire en circulation, d'où résorption de l'inflation. Elle serait le moyen le plus efficace, le seul moyen peut-être susceptible d'endiguer la tendance à multiplier les intermédiaires non productifs dont l'activité se traduit par la scandaleuse majoration des prix entre la production et la consommation. Des responsables politiques de gauche devraient être sensibles à ces possibilités.

Pour moi son plus grand mérite serait d'amorcer un embryon de cette Société Amicaliste dans laquelle se développerait, en partant d'une structure coopérative communale, un esprit nouveau d'entraide, de coopération, de responsabilité personnelle. D.S.

initiative

LETTRE A UN MINISTRE

Une démarche entreprise par notre ami Roty-Collard a permis à Félix Lévy de faire deux interventions au micro de Radio Libre Paris (98 MHz) sous l'égide de l'Association du Livre de la Paix. Une retransmission de la première cassette a eu lieu le vendredi 24 septembre de 20 à 21 heures.

●
...« *Habitant Angers, j'aimerais rencontrer les lecteurs du journal pour envisager une action distributiste* ».

A.F., Angers.

●
M. Emile Van Damme, 44, Albert 1^{er} Straat, 1750 SCHEPDAAL, Belgique, nous demande de communiquer son nom et son adresse à des distributeurs belges, plus particulièrement de la région bruxelloise.

Si vous êtes prêts à créer un groupe de travail pour l'économie distributive dans votre quartier, signalez-le au journal qui transmettra votre adresse aux distributeurs du voisinage.

Monsieur le Ministre,

Permettez-moi de vous dire, que depuis longtemps vous étiez attendu par de nombreux Français. A ce jour la déception est plus pesante que le fut notre attente.

Qu'a-t-on fait pour arrêter la gabegie administrative dans tous les ministères ? De quelle façon est tenue la comptabilité publique irresponsable, et celle des grosses entreprises ?

Aussi pouvez-vous augmenter tant et plus les impôts, il n'en résultera rien d'autre qu'un entretien de la pagaille.

Puisque ces jours-ci vous sollicitez des idées sur Europe 1, en voici quelques-unes.

Je suis d'accord pour que le salaire d'un P.-D.G. ou d'un cadre soit élevé par rapport à celui d'un manoeuvre, mais en cas de chômage l'estomac des uns vaut celui de l'autre.

Aux U.S.A. en temps de guerre, en campagne, la gamelle est la même pour tous les officiers et hommes de troupe, c'est la démocratie équitable.

Quant à l'impôt sur la fortune, j'attends le slogan publicitaire :

« meublez-vous en ancien, vous paierez moins d'impôts ».

Je joins à la présente un petit bulletin créé par un homme qui a rendu des services à son pays et est ignoré de tous.

Par contre, un autre fit émettre un emprunt pour une classe privilégiée, de ce fait il est universellement connu, et cela coûte depuis plusieurs décades une fortune au Trésor.

J'ai 82 ans, mon avenir est limité, pourtant j'espère voir le début d'un redressement national.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre...

J.B.

● Réponse reçue le 4 août 82 :

Monsieur,

Je vous remercie d'avoir répondu à ma demande et de m'avoir transmis vos suggestions d'économies dans le fonctionnement du service public.

J'ai pris une connaissance très attentive de votre correspondance.

Je vous prie de croire, Monsieur...

(Signature manuscrite de L. Fabius).

De l'Association internationale du livre de la paix, nous avons reçu l'appel suivant à soumettre à nos lecteurs :

APPEL A LA VIE

Ils défendent la paix en construisant la guerre... Pour se protéger des autres, ils ont réussi, chacun de leur côté, à élaborer de quoi TOUS NOUS EXTERMINER.

La mort de nos enfants devient une échéance à COURT TERME, que nous regardons approcher sans réagir...

Nous aimons les armes, nous les acceptons, et NOUS LES FINANÇONS...

Ne comprenant pas le lien qui unit l'esthétique militaire à la mort, ne saisissant pas la différence qu'il peut y avoir entre une bombe et un missile nucléaire, nous renforçons, chaque jour, la certitude de notre destruction générale.

Depuis des années, nous nous avançons, inlassablement, vers le bord du précipice que nous avons creusé NOUS.MEMES... Sommes-nous devenus fous, au point d'attendre la chute finale, pour enfin envisager de tenter quelque chose...

Il sera trop tard !

Nous pouvons, et nous devons manifester notre droit à la Vie. Agissons, dès maintenant, et avant qu'il ne soit irrémédiablement trop tard, en vue d'un DESARMEMENT MONDIAL ET TOTAL, avec responsabilité, détermination et efficacité...

Aujourd'hui, nous sommes des milliers, et ils nous considèrent comme un grain de sable, manipulé et inconscient.

Demain, nous serons rapidement des millions, et nous pourrions peut-être éviter le grand désert qu'ils nous préparent, avec leur étrange conception de la paix, qui veut qu'un arc soit tendu jusqu'à son extrême, pour être assuré que la flèche ne partira pas...

Nous ne voulons pas le désarmement exclusif de l'Europe et son isolement. Les initiatives en faveur d'un désarmement unilatéral, ainsi que les efforts visant à une réduction des

potentiels nucléaires, s'enlisent dans un débat stérile, laissant libre cours à la préparation du grand néant mondial... Nous constatons que depuis 1945, 85 conflits de premier ordre ont entraîné plus de 15 millions de morts, sans compter les maladies, les famines et les déséquilibres... Devons-nous absolument attendre que l'ensemble de ces répétitions débouchent sur une grande première qui n'aura plus de lendemain ?

Concrètement, que demandons-nous ?

Que le gouvernement réponde à notre appel, en créant un MINISTÈRE DE LA PAIX, dont la fonction consisterait à mettre sur pieds un projet réaliste et concerté de désarmement multilatéral et total, servant de base à un dialogue mondial. Une telle initiative, loin d'affaiblir notre pays, susciterait un réel espoir à travers le globe...

**LORSQUE NOUS REVONS SEULS,
CE N'EST QU'UN REVE...**

**LORSQUE NOUS REVONS
ENSEMBLE,
C'EST LE DEBUT
DE LA REALITE...**

Beaucoup plus qu'une pétition, ceci est un véritable référendum qui donne la parole à tous ceux qui veulent revendiquer leur DROIT A LA VIE.

Voici l'adresse où adresser les signatures :

**APPEL A LA VIE
BOITE POSTALE 2
75824 PARIS CEDEX 17**

REVUES INTÉRESSANTES

*

RENAITRE 2000
Avenue des Sablons
77230 Dammartin-en-Goële

*

VIVRE AUTREMENT
51, rue de Danemark
1060 BRUXELLES (Belgique)

*

UNION PACIFISTE
4, rue Lazare Hoche
92100 BOULOGNE

SURVIVRE OU PÉRIR ENSEMBLE

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain

par Franz FOULON

300 pages d'un texte dont Roger Garaudy a dit qu'il était « révélateur » et « stimulant ».

Prix du livre 65 F (port compris). Adresser commandes accompagnées d'un chèque au journal qui les regroupera avant envoi.

*

MARCEL DIEUDONNÉ

vient de publier une nouvelle brochure : « Le plan de l'évolution ». Avec ses autres études, « La production croît, l'emploi décroît, c'est la crise, que faire ? » et « Construire l'avenir », elle est en vente chez l'auteur, 10, rue Voltaire, 65000 Tarbes (20 F et 3,20 F, C.C.P. Toulouse 3572-25 E).

*

SORTIR DE LA PAGAILLE

(224 pages - franco 27 F)

Versement à M. Laudrain
C.C.P. 10641-53 U Paris.

*

LIA.CO.FA.

Le 10^e colloque de la LIA.CO.FA. (Liaison et Action contre la Faim) s'est tenu le 19 juin à l'Université Paris VII.

Il a permis de faire le point sur les diverses actions entreprises et, en particulier, sur la popularisation du projet de loi organisant la répartition des produits qualifiés « d'excédentaires ». Le texte du projet, préparé par la commission économique de la LIA.CO.FA. a été transmis aux plus hautes instances du Parti Socialiste.

La seconde partie du colloque a été réservée à la tenue de l'assemblée générale, qui après avoir entendu les comptes rendus financier et d'activité ainsi que le rapport moral a renouvelé sa confiance au président sortant L. GARNIER et renouvelé le comité de direction en l'élargissant à de nouveaux membres.

Lettre ouverte au « Point »

VOTRE article « Pays de l'Est : inventaire d'une faillite », diffusé par « Le Point » du 2-8 août 1982, me permet de faire les remarques suivantes :

1) Les pays que vous appelez « socialistes » sont en fait des CAPITALISMES D'ETAT. La comparaison que vous faites est donc celle qui existe entre le capitalisme plus ou moins privé et le capitalisme, ou ECONOMIE MARCHANDE, d'Etat.

On cache ce fait capital à la population pour lui faire croire qu'en dehors de notre économie de marché capitaliste, il n'y a pas de socialisme valable.

2) Les critères qui servent à votre comparaison entre l'est et l'ouest son bien grossièrement incomplets puisque vous mesurez la valeur d'une société seulement sur sa capacité de production ! Ne faudrait-il pas parler D'ABORD du degré de pollution... du niveau culturel de la jeunesse... de la qualité des productions et des activités (film tel que « Crimes à la tronçonneuse », pornographie débile, tiercé et loto, etc.)... du nombre des drogués... de l'augmentation de la folie, de la délinquance et de l'insécurité...

3) Contrairement à ce que vous suggérez, une grande quantité d'automobiles produites dans un pays n'est pas un signe de civilisation enviable. L'auto est une calamité sociale ; rien qu'en France, elle tue plus de dix mille personnes par an, sans compter la pollution qu'elle engendre. Heureux les habitants de Tirana qui sont plus tranquilles et respirent mieux que les habitants de Paris, Los Angeles et ailleurs.

4) Vous employez le mot « CRISE » pour désigner ce qui est la FAILLITE de notre capitalisme occidental, sous-entendant ainsi faussement que c'est du provisoire.

NON, CE N'EST PAS LA « CRISE » MAIS L'EFFONDREMENT DEFINITIF D'UN SYSTEME ECONOMIQUE DEvenu INADAPTABLE AU PROGRES TECHNIQUE GRANDIS-

SANT. Chaque machine remplace beaucoup plus de main d'œuvre qu'il en a fallu pour la construire et s'obstiner en économie marchande à rétribuer les travailleurs en se basant sur le temps de travail d'abord tandis que la machine rend ce travail humain de moins en moins nécessaire conduit au chômage tout en multipliant les activités inutiles et nuisibles sous prétexte de RENTABILITE et de « PLEIN-EMPLOI » en produisant à outrance n'importe quoi, n'importe comment, dans une « expansion » ou « croissance » monstrueuse qui détruit la nature et l'homme: hypertrophie de la bureaucratie et de la paperasserie, la camelote qui s'use vite exprès, les intermédiaires en surnombre, la publicité tyrannique et abrutissante, la production la plus nuisible de toutes, celle des armements... soit pour le tout environ 75 à 80 % des activités !.. LA CREATION DE L'ESCLAVAGE PRODUCTIVISTE EST EN MEME TEMPS UN CANCER QUI RONGE LA TERRE.

En ajoutant à votre article ce qui vient d'être dévoilé, il devient bien difficile d'affirmer lequel des capitalismes du monde est le moins mauvais. Mais est-ce tellement important de comparer notre système économique, social et culturel avec celui des pays dits « communistes » lorsque nous ne pouvons

pas aller les visiter pour enquêter sur place NOUS-MEMES ?... Doit-on laisser une bouse de vache devant sa porte sous prétexte que le voisin en a deux ?

Supposons quand même, faute de pouvoir le vérifier nous-mêmes sur place, que le capitalisme d'Etat soit encore plus mauvais que le capitalisme occidental... Eh bien, ne serait-ce pas là justement une raison supplémentaire pour instaurer dans nos pays une véritable économie socialiste donnant ainsi un exemple prodigieux aux voisins d'en face en mettant fin à la soit-disant « crise ». QUE POURRAIENT DIRE DANS CE CAS LES COMMUNISTES ?

Un grand sociologue, un véritable socialiste, Jacques DUBOIN, a en France mis en lumière les bases d'une économie nouvelle, DISTRIBUTIVE D'UN REVENU SOCIAL A VIE POUR TOUS, de manière à ce que la TOTALITE des revenus distribués soit indépendante de la TOTALITE du temps de travail de l'ensemble des producteurs, puisque, de plus en plus, ce sont des machines qui font le travail à la place des hommes. Ne serait-il pas urgent de s'en inspirer ?

Pour se renseigner au sujet de l'ECONOMIE DISTRIBUTIVE, vous pouvez vous adresser à « LA GRANDE RELEVÉ des hommes par la science », 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET.

Bien amicalement quand même.

Jean LEBLAN

« Notre siècle maintient, artificiellement, la rareté des produits dans les pays industrialisés. Pourquoi ? Parce qu'il a peur de l'Abondance dont la conséquence est la ruine de la valeur. C'est ce verrou du prix de vente, de la valeur, de la rentabilité — pour tout dire l'argent — qui maintient encore fermée une porte qui voudrait s'ouvrir.

C'est donc ce verrou qui devra sauter et qui, un jour ou l'autre sautera ».

(Daniel Rops, de l'Académie Française).

Il y viennent...

■ Extrait de « La Tribune de Genève ».

« A Olten, le conseiller fédéral Willi Ritschard a prôné un meilleur partage du travail disponible afin de résoudre le problème du chômage. « Un temps de travail plus court, de plus longues vacances, une mise à la retraite plus rapide seraient mille fois mieux qu'une armée de chômeurs sans espoir » a-t-il affirmé ».

(Transmis par D. BLOUD, Genève)

...« Nous sommes abonnés à « La Grande Relève » depuis de nombreuses années et nous avons tenté et tentons encore de répandre ses thèses, mais l'incompréhension est grande et, dès que l'on touche à l'argent, les esprits semblent se fermer, même chez des personnes réputées intelligentes. Parfois, un mot glissé dans une conversation permet de relancer l'information, mais comme dit M. Claude Monet, il faut avoir l'air de ne toucher à rien : nous avons apprécié sa lettre et ses suggestions et nous aimerions connaître la suite de ses propositions ».

R.S., 24400 St-Médard de Mussidan.

...« Vous demandez si nous pouvons créer ou participer à un groupe de travail, nous ne demandons pas mieux, mais il faudrait que nous puissions nous joindre, pour cela il faudrait que nous connaissions les adresses de ceux qui habitent près de chez nous. Si vous avez des sympathisants entre Toulon, Cuers, Brignoles et leurs environs, à la rigueur Hyères, nous pourrions peut-être former un petit noyau si nous sommes entre 5 et 10 et essayer de nous faire connaître du public. Donc, je me signale à vous afin que vous transmettiez mon adresse aux lecteurs du coin ».

Claude MONET,
83136 La Roquebrusanne.

...« J'ai quelque peu sursauté en lisant dans « La Grande Relève » de septembre — après avoir déjà « absorbé » p. 8 le « Manifeste de paix » qui, « manifestement », n'apportait rien de plus à l'intérêt du journal — en lisant donc p. 9, 2^e col. : « par le monde des millions d'êtres humains sont sous-alimentés, sans abris, à peine vêtus, dans la misère, mourant de faim. En France, ils sont 12 millions !!!... ».

Diabole ! Nous n'en sommes plus au 17^e siècle ! Nous sommes, en d'autres lieux sursaturés de bla-bla-bla et de slogans approximatifs.

...« La Grande Relève » se doit d'avoir une autre tenue, en sélectionnant surtout les informations, notamment scientifiques, venant conforter les thèses de Jacques Duboin ».

A.F., Angers.

Notre réponse :

Le livre auquel J. Leclerc faisait référence « La France pauvre » de P.-M. de la Gorce, date en effet d'un bon nombre d'années. Mais si des millions de Français ne meurent plus de faim comme au 17^e siècle, il n'en demeure pas moins qu'une enquête effectuée il y a 2 ou 3 ans dans la région de Reims a conclu que 17 % de la population y vivait au-dessous du seuil dit « de pauvreté ». La pauvreté se cache mais ne disparaît pas si vite...

...« Ce que vous dites, depuis Jacques Duboin, est tellement simple et complet qu'on peut s'étonner qu'aucun « politique » n'en ait fait son « profit », depuis le temps...

Oh ! certes, nombreux ont compris le sujet (aussi bien les Giscard que certains à gauche). On en est même à 40 % de distributisme à l'heure présente... Mais passer à 100 % serait un drame pour ceux qui veulent « profiter » tout seuls.

Beaucoup croient encore que seul « l'intérêt » peut mener le monde : si tout est gratuit (ou distribué par bons) il n'y aura plus « d'émulation » ; s'il n'y a pas de « risque »... on tombera dans l'étatisme, donc dans la gabegie, le laisser-aller, le « fonctionnarisme » des tâches et la pagaille... comme à l'Est, disent-ils.

Mais n'est-il que « l'aiguillon du profit » pour accomplir de grandes choses ? Et peut-on être fier de notre civilisation actuelle qui privilégie des « affameurs » et laisse dans la misère la plupart des autres ?

Ne nous faisons pas d'illusions, le distributisme intégral n'est pas pour demain. Cinquante ans se sont écoulés depuis qu'avec Jacques Duboin, nous clamions qu'il existe une autre voie que le système « prix-salaires-profits ». Tant de gens ont intérêt à « VENDRE ». Mais il faut sans cesse dire à nos contemporains que le progrès de la science permet d'envisager le partage de l'Abondance, laquelle pourrait être encore plus grande.

Comment n'arrive-t-on pas à concevoir que la machine remplace et remplacera de plus en plus l'homme au travail, et que la production des richesses permet une répartition équitable des biens de consumma-

tion et des services, entre tous, que le système qui consiste à ne permettre l'approvisionnement qu'à celui qui a un salaire ou une allocation dérisoire est dévolue, et qu'il est idiot de brûler, dénaturer, stocker ou immerger des produits soi-disant excédentaires, alors que tant de gens seraient « preneurs ».

L'argent (monnaie fondant avec la consommation) doit être « réparti » en égard des biens et services susceptibles d'être attribué à chacun...

Essayons d'obtenir de plus en plus de « distributisme » : allocations (meilleures si possible), coopératives de chômeurs, gratuité de nombreuses denrées et services (qu'il coûte plus cher de vendre, parfois, etc...).

Un jour viendra bien où notre monde, désuet, basculera dans le distributisme à plus de 50 %, puis à 75 %... alors l'engouement sera rapide pour les 100 %.

Comment nos hommes, dits de gauche, ne comprennent-ils pas que l'avenir, c'est autre chose que le « replâtrage » du passé ».

Ch. C., 56000 Vannes.

...« Je souhaiterais recevoir un numéro récent de la revue « La Grande Relève » à laquelle j'ai l'intention de m'abonner.

Je pense qu'à la lumière des événements actuels en France sur le front économique (blocage des salaires et des prix, faisant suite à la dévaluation de 10% du mois de juin) il serait sûrement fort intéressant de confronter l'expérience que vit notre pays avec la théorie de Jacques Duboin sur le socialisme distributif, système fort ingénieux qui pourrait se substituer progressivement au système prix-salaires-profits, dans lequel nous sommes enlisés actuellement avec une inflation de 14 % par an.

Je ne sais pas si notre gouvernement socialiste s'est inspiré peu ou prou de l'œuvre de J. Duboin, toujours est-il que c'est le moment ou jamais de relire les grands principes de l'économie distributive pour tâcher de comprendre le mécanisme de la situation actuelle et savoir si les mesures prises seront efficaces pour enrayer l'inflation, question que se pose aujourd'hui la grande majorité

des Français. Il convient donc d'être attentif plus que jamais tout en sachant que l'on ne pourra résoudre définitivement ce problème que s'il se crée une prise de conscience collective suffisante concernant les véritables causes de l'inflation, se traduisant par un comportement économique plus responsable et plus moral...

...Une économie saine est inséparable d'une société saine. Cela suppose notamment un comportement loyal de chacun : industriels, commerçants, investisseurs, consommateurs... C'est certainement là, à la base, une question d'éducation, mais une juste lucidité permet d'en comprendre les véritables raisons. Il faudrait parler aussi d'une gestion plus intelligente des ressources naturelles. On puise dans le patrimoine foncier et minier comme s'il était inépuisable. Il se trouve que ce n'est pas le cas. Les technologies « agressives » notamment en agriculture, conduisent à l'appauvrissement aussi bien des sols que des exploitants, car elles sont très coûteuses, en matériel, en énergie, en engrais.

En pratiquant l'assolement (rotation des cultures) les sols sont plus productifs et nécessitent moins d'engrais, d'où une économie à terme.

Je pense que pour construire une économie intelligente, il faut se baser sur une utilisation judicieuse des ressources naturelles (terre, sous-sol, eau, forêts, soleil) et des technologies dont on dispose.

4 grands impératifs s'imposent :

1°) ne puiser dans les richesses naturelles que ce qui est indispensable à nos besoins vitaux.

2°) n'utiliser pour la transformation des biens primaires que des technologies douces.

3°) distribuer équitablement les biens produits et disponibles.

4°) cesser la course aux armements (gaspillage et danger).

Quand chaque habitant de la planète aura de quoi subvenir à ses besoins, aucune armée ne sera plus nécessaire.

Pour que ces objectifs soient réalisés, il est nécessaire de produire un très gros travail d'information du grand public dans les pays industrialisés. Quand l'opinion aura été cor-

rectement éduquée sur ces sujets, il sera alors possible que le corps social fasse pression sur les responsables pour infléchir l'orientation actuelle dans cette direction.

Il y va de la responsabilité de chacun d'entre nous d'apporter sa contribution active si l'on veut obtenir une civilisation capable de survivre ».

M.D., 78470 St-Rémy les Chevreuse.

...« Je ne suis pas de ceux qui ont fêté l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. La victoire de la gauche ne m'a pas comblé d'aise. Pour tout dire, je préférerais que les Français espèrent en la gauche plutôt qu'ils soient déçus par elle. Je n'appartiens pas à cette espèce répandue qui, confortablement, ont choisi une fois pour toutes d'appartenir à un camp ; le seul camp auquel j'appartiens, c'est celui de la logique et du bon sens.

Ma conception de la société à construire reposant principalement sur un raisonnement économique très différent de celui existant à l'Est comme à l'Ouest a fait que pendant très longtemps je me suis senti très seul, jusqu'au jour où j'ai découvert l'existence de « La Grande Relève », et découvert que je n'étais pas le seul « utopiste ». Certes, mes idées ne sont pas exactement les mêmes, mais nous avons en commun un nombre non négligeable de points d'accord en ce qui concerne l'analyse globale des problèmes qui nous entourent, ainsi que sur les idées à mettre en pratique pour les résoudre. Ceci dit, nous sommes logés à la même enseigne. En même temps que je découvrais « La Grande Relève » je découvrais aussi combien il était difficile d'être les pionniers du bon sens. « La Grande Relève » possède peu de moyens pour se faire entendre, mais elle en possède encore plus que moi, et les ouvrages de Jacques Duboin auxquels elle se réfère datent pour certains d'avant ma naissance ! Ce n'est pas pour autant que les Français se sont détournés de ces associations malfaisantes que l'on appelle parti politique !..

...Il est évident que l'individu

moyen si prompt à réclamer le droit de donner son avis à propos de tout, est en fait plus intéressé par le discours qui distribue généreusement des promesses alléchantes qui ne seront jamais tenues, que par les propos de la personne honnête qui s'efforce d'expliquer en dehors de tout esprit polémique, comment fonctionne cette grande machine pourtant simple, qu'est l'économie...

Dans tous les pays du monde les dirigeants qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne débordent pas d'originalité, n'ont qu'une idée en tête : trouver des sous. Comme si la monnaie était une matière première naturelle et rare, indispensable pour produire l'ensemble de nos besoins !

...Ça a l'air d'une histoire de fou, mais être « utopiste » consiste en fait à être contre cette aberration qu'est le système économique dans lequel la planète se complait...

...Ce n'est pas une réforme économique que nous a apportée le génie sorti de l'E.N.A., c'est de l'enfantillage à l'état pur. Quant aux successeurs de l'ancienne équipe, ceux qui attendaient depuis vingt-trois ans de pouvoir reprendre le pays en main dans l'intérêt des Français, je suis au regret mais pas surpris, de constater que pour ce qui est de l'économie et du social, « l'un allant vers l'autre », ils ont peu de chance de voir leur nom passer à la postérité, à moins que ce soit en souvenir de leur incompétence. Ce que je dis peut ne pas faire plaisir à la nouvelle majorité, ça n'enlève rien aux faits.

...Le jour où la société sera composée d'individus adultes, les politiciens ne rempliront plus les salles, mais combien d'années faudra-t-il encore pour atteindre ce degré d'évolution ?

H.G., Brignais.

...« Quand j'ai vu Kou l'Ahuri dans le numéro de septembre, cela m'a rappelé le plaisir que j'ai eu à la lire... Depuis mes 80 ans... je ne suis d'aucune utilité pour la programmation des idées de la G.R. mais je veux participer au lancement de votre livre en vous envoyant un chèque de 500 F. ».

Mme R.T., Darvoy.

L'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire **RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI »**.

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un

SERVICE SOCIAL auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie évient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire.

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordonnateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Déarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.